

Compléments à la lettre d'information n°34 Juillet 2019

Sommaire :

Briançon La pollution à l'ozone se mesure avec des plants de tabac
Chamonix : Téléphériques et télécabine, plus d'un siècle de courage
Reprise des travaux RTE
Le Monétier les Bains : Le jardin alpin du Lautaret a 120 ans
Grenoble : Assemblée générale du Cluster montagne

BRIANÇON La pollution à l'ozone se mesure avec des plants de tabac

L'association scientifique Arnica Montana relance une étude originale, cet été 2019, en évaluant la pollution par l'ozone grâce à des plants de tabac.

Les résultats de l'étude menée par Arnica Montana restent représentatifs, et ne permettent pas de mesurer avec précision un indice de pollution. Mais ils rappellent toutefois que vanter l'air pur des montagnes peut devenir un adage désuet...

À l'origine, l'association a mené une première campagne, dès 1998, qui s'est poursuivie jusqu'à 2005. En effet, le tabac dit "sensible" à la pollution par l'ozone manifeste son intoxication par des taches sur ses feuilles. Pour avoir une idée des sites ainsi pollués, Arnica Montana a procédé à l'installation d'une dizaine de stations dans le Briançonnais. Chacune d'elles comptait alors quatre plants de tabac "sensibles" et deux plants de tabac "résistants".

Dès la première année, les résultats furent éloquentes, et la seconde, de nouvelles stations sont nées à Montgenèvre, Névalche, L'Argentière-la-Bessée ou encore dans le Guillestrois.

« Comme premier constat, nous avons pu relever des tâches plus nombreuses, et plus importantes, sur les zones périphériques des cités, là où le taux d'ozone est plus élevé. Sur la station du Casset, à l'époque, nous pouvions même comparer avec le capteur en place, la réaction du tabac n'était pas démentie par l'ozonmètre. Nous avons vu le tabac sensible réagir plus et plus vite lorsque la déviation de Saint-Blaise a éloigné la pollution première du village, et à Pont-de-Cervièrre, tandis que la Zone Sud se développait », commente le président de l'association, Claude Rémy, qui relance aujourd'hui cette étude.

« Il nous restait des graines vieillissantes. Une amie jardinière a réussi à faire repartir des plants début juin, alors nous recommençons cette année. C'est la première fois que nous obtenons des plants si tôt, cette étude a toujours été menée en juillet et août. Et pourtant, ils réagissent déjà », poursuit le spécialiste.

Concrètement, il relève l'évolution des taches sur chaque feuille, marquée d'un fil de couleur pour être identifiée. « Nous ne comptons pas les tâches, nous estimons le pourcentage de la feuille qui est atteint. À 10 %, elle n'est plus considérée, et nous procédons au relevé sur les nouvelles feuilles. Ce pourcentage n'indique pas une mesure. Il donne une idée relative de l'évolution de l'ozone dans l'espace et dans le temps, elle-même soumise à plusieurs facteurs, comme le beau temps, le vent, ou des augmentations de circulation automobile. Il n'y a rien d'alarmant, il faut être prudent avec l'interprétation de ces résultats », détaille Claude Rémy.

« Nous raisonnons comme des scientifiques, nous ne sommes pas des décideurs. Nous informons simplement. Nous regrettons qu'il n'y ait plus de vraie station de mesure en place dans le Briançonnais. Malgré tout, cette étude démontre qu'ici, et même en juin, nous ne sommes pas à l'abri de la pollution. »

Pour en savoir plus et suivre les résultats de l'étude, www.arnica-montana.org, ou sur la page Facebook Arnica Montana Asso. Retrouvez l'interview de Claude Rémy sur notre site internet www.ledauphine.com.

• Cinq nouvelles stations

Aujourd'hui, cinq stations de plants de tabac ont été placées chez des particuliers, au centre-ville de Briançon, à Pont-de-Cervièrres, Villard-Saint-Pancrace, Mas de Blais, et dans le secteur de l'hôpital. C'est dans ce dernier que les plants ont le plus marqué : « Nous n'avons jamais relevé des valeurs aussi élevées que sur l'avenue Adrien-Daurelle. On peut donc déduire que c'est ici, devant Pont-de-Cervièrres, que le taux d'ozone est le plus fort. À l'inverse, il est beaucoup moins à Mas de Blais, qui est un secteur entouré d'arbres : ils agissent comme une barrière à la pollution », détaille Claude Rémy. Prudent, il estime également que la chaleur, le vent d'Est qui ramène la pollution italienne ou encore les week-ends fériés peuvent expliquer ce taux au mois de juin. Et de souligner : « Ça se joue parfois à une dizaine de mètres et à un instant précis. »

Chamonix : Téléphériques et télécabine, plus d'un siècle de courage

Raconté par Pierre-Louis Roy, auteur spécialiste de l'histoire du téléphérique de l'Aiguille du Midi, revient sur ces années conquérantes qui ont vu la construction des infrastructures majeures sous le Mont-Blanc. Pierre-Louis Roy a réalisé les recherches sur les araignées du ciel puis en a tiré un ouvrage, "L'Aiguille du Midi et l'invention du téléphérique", publié aux éditions Glénat.

Ce n'était pas de l'inconscience. Ni vraiment de l'héroïsme. Pourtant, il faut dire ce qui est : les hommes qui ont construit le téléphérique des Glaciers, celui de l'aiguille du Midi, la télécabine du Panoramic Mont-Blanc n'avaient peur de rien. « C'étaient des montagnards », résume Pierre-Louis Roy, spécialiste de ces "araignées du ciel" comme ils furent alors baptisés. Et puis surtout, « ils avaient envie de s'éclater », poursuit l'écrivain.

1905, un funiculaire et des ascenseurs étaient en projet Car il en fallait de l'esprit conquérant pour, dans cette période pré-hélicoptère, se lancer à l'assaut des cimes, jeter des câbles virtuels sur les sommets alors même que techniquement... on ne savait pas toujours très bien comment s'en tirer.

Dès 1905, la première demande de concession est effectuée. Le projet de l'époque est un funiculaire qui monte au pied de l'aiguille du Midi. Il doit être suivi par des ascenseurs qui montent dans la face Nord-Ouest de l'aiguille. « Il devait y avoir trois tronçons car on ne savait pas faire des câbles longs », raconte Pierre-Louis Roy. C'est compliqué. Titanesque. Impossible ? « Personne ne doutait de la faisabilité », répond le spécialiste.

En 1909, un autre projet voit le jour. Celui du téléphérique des Glaciers. Il vise à terme le col du Midi. « L'aiguille, tout le monde trouvait ça con. Un des intérêts de l'infrastructure, c'était le ski et là c'était 300 mètres plus haut et ça demandait de descendre l'arête », explique Pierre-Louis Roy.

Sauf que malgré tout, on tâtonne. « Profondément, on voit que les ingénieurs à l'époque se tirent la bourre ». Ils essaient. « Le premier acte qui permet de donner confiance, c'est la construction du Brévent par un ingénieur français », établit-il. Voilà déjà une portée sans pylône d'un kilomètre de long. « C'est un record, en 1930 ».

1947, le téléphérique des Glaciers est abandonné à cause d'un été trop chaud

Le téléphérique des Glaciers permet de rejoindre le pied de l'aiguille. Il s'agit désormais de monter au col du Midi. Nous sommes en 1947, les pylônes sont posés, il ne reste qu'à installer les câbles. Un treillis métallique a été créé au sommet pour accueillir la future station. Oui mais cet été-là est chaud et met à jour la face Nord-Ouest. Sous la glace, on découvre de la pierraille de bien mauvaise qualité. Le risque de chute de pierres est avéré et les ancrages paraissent difficiles à réaliser. « Le projet était fini à 80 % ! Il a fallu beaucoup de courage à l'ingénieur pour dire stop », commente Pierre-Louis Roy.

Pendant ce temps, l'Italie, via l'ingénieur Dino Lora Totino, se dote d'infrastructures ambitieuses, au pied du Cervin et pour monter à la pointe Helbronner depuis Courmayeur, là où se trouve l'actuel Skyway. Chamonix fait appel à ce savoir-faire. Cette fois-ci, l'itinéraire, proposé par le même ingénieur français qui avait pensé le Brévent, aboutira en haut de l'aiguille du Midi.

C'est qu'entre-temps, un nouveau projet a vu le jour. Le Panoramic Mont-Blanc reliera le sommet de l'aiguille du Midi à la pointe Helbronner en passant au-dessus du glacier du Géant. Un projet digne du nom du glacier, là encore, puisqu'il se déroule à plus de 3 000 mètres d'altitude et va demander la création d'un pylône suspendu (eh oui, on ne peut pas planter un poteau dans un glacier en mouvement...).

Nous sommes en plein dans les années 50 et le téléphérique de l'aiguille est officiellement en construction. La télécabine du Panoramic également. Malgré quelques soucis avec l'administration française (lire par ailleurs), le Panoramic sera inauguré en 1957. Deux années après le téléphérique de l'Aiguille.

Alors que Bernard Borgarelli (lire ci-dessous), dernière araignée du ciel encore en vie, vient de s'éteindre, « une page se tourne », affirme Pierre-Louis Roy. Celle des gros projets des Trente Glorieuses. « C'est là où tout a été inventé », pose-t-il.

Pierre-Louis Roy a réalisé les recherches sur les araignées du ciel puis en a tiré un ouvrage, "L'aiguille du Midi et l'invention du téléphérique", publié aux éditions Glénat.

Reprise des travaux RTE

Le communiqué

Comme chaque année, le comité stratégique du chantier RTE Haute-Durance s'est donc réuni la préfecture des Hautes-Alpes. Il rassemble les services de l'État, l'entreprise Réseau de Transport d'Électricité (RTE), les parlementaires, le Conseil départemental et les communes concernées pour faire un point sur l'avancée du chantier.

- Ce comité a permis de partager les informations sur l'avancement de l'ensemble du chantier, tant la réalisation des travaux que les mesures de compensation environnementales et financières qui l'accompagnent. 90 % des nouveaux pylônes sont installés : 308 pylônes neufs ont été construits sur les 356 prévus et 109 pylônes anciens ont été démontés sur un total de 689 à enlever. Il reste à raccorder ces nouveaux pylônes et à déposer 167 km d'anciennes lignes aériennes. Trois lignes souterraines sont actuellement terminées en totalité. La remise en état des pistes forestières est en cours et les mesures compensatoires des impacts environnementaux du projet ont progressé : restauration de la fonctionnalité de l'adoux de Barrachin, création d'îlots de sénescence, équipement de rapaces adultes et juvéniles en balise GPS pour identifier et résoudre les éventuels points de conflits entre le réseau électrique et les rapaces. D'autres mesures compensatoires doivent encore avancer. Dans le cadre du Plan d'Accompagnement des Projets des communes concernées par le projet de lignes à très haute tension, 2,3 millions d'euros de subventions ont été accordés sur les 6,8 millions d'euros réservés.

À ce jour, 37 millions d'euros de retombées économiques pour les entreprises du département ont été comptabilisées. - Un nouvel arrêté signé : cette semaine, la préfète des Hautes-Alpes, Cécile BIGOT-DEKEYZER, a pris un nouvel arrêté portant dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées. Celui-ci tient compte du jugement du tribunal administratif du 8 août 2018 et des conclusions de la consultation publique, menée entre le 7 et le 22 juin 2019.

RTE s'est engagé à reprendre les travaux progressivement, dans le strict respect des calendriers écologiques permettant d'éviter ou de réduire au maximum les impacts sur les espèces protégées. Pour mémoire, en l'absence d'une base juridique autorisant la reprise des travaux :

L'arrêt du chantier ne permet pas d'achever le programme dont 90% des travaux sont déjà réalisés, et les 580 anciens pylônes et 167 km de lignes aériennes anciennes ne peuvent être démontés malgré la construction effective de nouveaux pylônes, faisant cohabiter les deux installations dans le paysage.

Le projet P7, fortement sollicité lors de l'enquête publique, ne peut être mis en œuvre, car comportant l'enfouissement des lignes en balcon de Serre-Ponçon, tout comme le projet d'enfouissement des lignes au niveau du plan de Phazy en visibilité du site de Mont-Dauphin.

Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts environnementaux n'ont pas de cadre juridique. Les projets des communes financés par le Plan d'Accompagnement du Projet sont mis en attente par RTE. L'évaluation du préjudice visuel des particuliers, donnant droit à des compensations financières, est également suspendu. Le déploiement de la fibre optique, devant être déposée sur les nouveaux pylônes en même temps que les lignes électriques, ne peut partout être réalisé. Enfin, la sécurisation durable de l'alimentation électrique, notamment en période hivernale, ne peut être assurée.

Le jardin alpin du Lautaret a 120 ans

Face à la Meije, le jardin alpin assume une double vocation : la diffusion des savoirs auprès du grand public et la recherche scientifique sur les milieux d'altitude les plus exposés aux changements du climat, bien au-delà de la botanique.

Depuis 1899, le col haut-alpin est l'épicentre de la botanique des hauteurs. Son jardin est extraordinaire pour le touriste comme pour le chercheur. Aujourd'hui, l'université de Grenoble Alpes et le CNRS, hôtes des lieux fêtent un centenaire aux avant-postes du choc climatique.

C'est la frontière climatique et géologique entre Alpes du nord et du sud. Un poste avancé entre les Cerces dans le dos et l'éclatante Meije en pleine face. C'est surtout un spot de biodiversité unique en France, avec un tiers de la flore hexagonale réunie dans un rayon de 30 km et 1 500 espèces autochtones alentour. Isolé mais pas trop. Vous en connaissez beaucoup des sites à 2000 m d'altitude accessibles par la route été comme hiver ? Autant de bonnes raisons qui, il y a 120 ans, ont incité le professeur Jean-Paul Lachmann, titulaire de la chaire de botanique à la Faculté des sciences de Grenoble à loger en cet axe de passage historique l'un des premiers jardins d'altitude d'Europe.

Tellement bien situé, près du refuge Napoléon, qu'il lui faudra déménager, 100 mètres en amont, 20 ans après. Car la place était convoitée pour le tracé du Galibier cher au Touring club et aux as de la pédale du Tour de France. Et l'actuelle « station de recherche » a donc pile 100 ans.

« Elle a été conçue par les chercheurs grenoblois comme un laboratoire pour étudier les plantes en conditions alpines et améliorer leur rendement » explique Jean-Gabriel Valay, directeur du site. C'est l'époque où avec la médecine, la botanique est la science reine. La mode des jardins alpins essaime avant de voir ces oasis d'altitude disparaître peu à peu. Il en reste moins de cinq en France.

Oasis d'altitude

Le Lautaret aussi a failli voir ses fleurs faner. Mais à la faveur des années 80, du boom de la recherche en biochimie et des questions climatiques il a trouvé un second souffle.

En ce jardin enchanteur, la richesse est dans la partie visible : cet entrelacs de prairies laissées à l'état brut pour que s'épanouissent les espèces endémiques et de massifs aménagés reconstituant la planète montagnarde dans toute sa diversité (ci-dessous). Idéal pour la diffusion des savoirs, vocation à laquelle tiennent les deux institutions en charge du lieu : l'Université de Grenoble Alpes et le CNRS.

En science, il en va de l'iceberg comme de bien des domaines de recherche. Et c'est dans la partie invisible au public à première vue que réside l'autre trésor du jardin : sa vocation scientifique.

Elle est incarnée par ces têtes chercheuses que l'on surprend derrière un microscope ou la tête plongée dans l'herbe, sous les lacets du Galibier. Dans les murs une thésarde de l'Université de Paris Saclay scrute le réveil de la photosynthèse chez la soldanelle cueillie au petit matin.

Au grand air, une consœur s'intéresse à la santé des marmottes. Juste en dessous, on distingue une tufière dont les fossiles ont permis de reconstituer l'évolution climatique en 10 000 ans. Lors de la glaciation, le site du Lautaret fut une oasis refuge pour les espèces. Voilà qui éclaire mieux ce laboratoire à ciel ouvert où, outre les températures, le campagnol ou le promeneur peuvent modifier l'écosystème. Enfin, difficile d'ignorer cette « tour à flux » plantée dans le pré des Charmasses bardée de capteurs.

FluxAlp, associée à l'infrastructure européenne ICOS, tente de mesurer à quel point ces arpents verts sont des puits à carbone.

Et il y en a même qui disent avoir vu voler des alpages... En effet le laboratoire d'écologie alpine a échangé des prairies sur les pentes du Galibier pour mimer un changement du climat.

Algues rouges dans la neige

Car au Lautaret, plus qu'un jardin botanique c'est « une station de recherche » dont dispose l'Université. Ce n'est pas un hasard si sur le toit du bâtiment d'accueil, capteurs de pollution, appareils photos permanents et sismomètre voisinent.

De là-haut, Jean-Gabriel Valay attire notre attention sur les tons rouges des névés sur le versant d'en face. « On le doit à des micro-organismes que l'on étudie avec le centre d'étude de la neige ». Ces algues des cimes accélèrent-elles la fonte ?

Tous les chemins mènent au Lautaret. Météo France, Institut de géoscience de l'Environnement, Institut des sciences de la Terre ou encore Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture ont trouvé un camp de base idéal. « On leur apporte notre expertise ou simplement notre support logistique », explique le directeur qui peut se friser les moustaches.

Une trentaine d'équipes internationales viennent étudier l'impact du climat sur les écosystèmes, la dynamique des territoires ou l'écologie évolutive.

« Ces dix dernières années, le jardin s'est ouvert aux sciences de la terre ». On y observe la montagne y compris dans sa minéralité : la neige, les avalanches, les éboulis, les glaciers rocheux, les micro-organismes dans les rivières...

Laboratoire pluridisciplinaire

Bref ce jardin est un témoin de l'évolution climatique et des pratiques sur les écosystèmes. Entre dispersion, floraisons plus précoces et compétition entre espèces, Maxime Rome ingénieur CNRS et responsable du jardin a le regard sombre. Il s'inquiète pour l'emblématique renoncule des glaciers. « Selon des modélisations, 80 % de son aire de répartition aura disparu à la fin du siècle ».

Ces nouveaux savoirs enrichissent la partie didactique du jardin. Et nourrissent un parcours « découverte et sciences » éclairant les visiteurs sur les travaux scientifiques menés ici.

Avec un champ d'investigation qui s'étend, il est naturel que le jardin s'apprête à accroître son aire de répartition. Ses équipes devraient bientôt cohabiter avec le Parc national des Écrins dans l'historique refuge Napoléon. Un retour au col géographique qui, 100 ans après, vaut tous les symboles.

Ici 40 % des espèces importées s'épanouissent sur le versant. Les graines échangées avec les jardins de tous les continents, provenant des étages alpins ou nival, voire de milieu polaire, poussant de 0 à 4500 m selon les climats, parviennent à germer. Le pavot bleu d'Himalaya autant que la bérardie laineuse, fleur jaune bourgeonnant dans un chou, qui a migré du Maghreb jusqu'au col d'Izoard, les vents transportant les graines en quelques milliers d'années. Et bien sûr les androsaces et autres plantes à coussinet grim pant à 4 000 m d'altitude, dopées à la vitamine C. Le Lautaret offre un voyage à travers les massifs de la planète : Pyrénées, Caucase, Balkans, Atlas, Himalaya, Andes, Sibérie...

Maxime Rome, n'est pas peu fier de la partie humide de son jardin : « C'est le secteur emblématique face à la Meije avec une floraison particulière en juillet ». En l'espace de trois mois, la végétation prend 1 à 2 m de hauteur.

Mais la nouveauté, c'est le lac à débordement du massif japonais qui marque un tournant dans l'agencement de ce parc botanique. Il faut y voir l'inspiration du jardin à l'anglaise, qui selon Maxime Rome est « conçu comme un lieu de vie avec des espaces de contemplation, des expériences sensorielles et une plus grande place laissée au naturel ».

En bref

1899 : création du premier jardin par le professeur Lachmann, titulaire de la chaire de botanique à la Faculté des sciences de Grenoble. 1919 : déplacement du jardin depuis le col vers le site actuel, à 2 100 m.

2005 : arrivée du CNRS comme gestionnaire aux côtés de l'université de Grenoble Alpes.

2 000 plantes d'altitude.

100 massifs recréés sur 2 hectares

18000 visiteurs par an sur trois mois d'ouverture au public en été.

40% des espèces venues du monde entier s'adaptent

Ici 40 % des espèces importées s'épanouissent sur le versant. Les graines échangées avec les jardins de tous les continents, provenant des étages alpins ou nival, voire de milieu polaire, poussant de 0 à 4500 m selon les climats, parviennent à germer.

Le pavot bleu d'Himalaya autant que la bérardie laineuse, fleur jaune bourgeonnant dans un chou, qui a migré du Maghreb jusqu'au col d'Izoard, les vents transportant les graines en quelques milliers d'années.

Et bien sûr les androsaces et autres plantes à coussinet grim pant à 4 000 m d'altitude, dopées à la vitamine C.

Le Lautaret offre un voyage à travers les massifs de la planète : Pyrénées, Caucase, Balkans, Atlas, Himalaya, Andes, Sibérie...

Maxime Rome, n'est pas peu fier de la partie humide de son jardin : « C'est le secteur emblématique face à la Meije avec une floraison particulière en juillet ». En l'espace de trois mois, la végétation prend 1 à 2 m de hauteur.

Mais la nouveauté, c'est le lac à débordement du massif japonais qui marque un tournant dans l'agencement de ce parc botanique. Il faut y voir l'inspiration du jardin à l'anglaise, qui selon Maxime Rome est « conçu comme un lieu de vie avec des espaces de contemplation, des expériences sensorielles et une plus grande place laissée au naturel ».

Assemblée générale du Cluster montagne

Les aménageurs d'altitude n'ont pas attendu la canicule de juin 2019 pour esquisser de nouveaux modèles. Le vendredi 28 juin pour la huitième assemblée du Cluster montagne qui fédère la filière, dans un centre Alpexpo de Grenoble à l'atmosphère tropicale, tout incitait à la torpeur. Mais c'est mal connaître une industrie qui pèse 1 milliard de chiffre d'affaires, dont 89% des entreprises sont confiantes pour 2019 et les trois quarts comptent recruter d'ici l'an prochain. « C'est quand ça va bien qu'il faut bouger. On ne peut ignorer les nouveaux paradigmes », assure Patrick Grand'Eury, président du Cluster et patron de Lumiplan, spécialiste de la communication dynamique, pionnier des plans de pistes panoramiques, basé en Savoie.

Entre la donne climatique et le vieillissement des skieurs, la problématique est identique à celle qui préoccupe les premiers clients de la filière : les stations d'altitude. « Pour nos entreprises, il s'agit d'apporter des solutions sur l'été, sur l'hiver pour les clients qui ne skient pas mais aussi réfléchir à une nouvelle offre l'hiver à plus basse altitude », confirme le chef d'entreprise. Bref, les experts de l'aménagement à vocation touristique s'inscrivent dans la lignée des réflexions prospectives menées en Isère sur la station du futur.

Créée en 2012, cette équipe de France de l'équipement en altitude, n'a pas pour seule vocation de vendre l'expertise à l'export en Chine, où les stations aux airs de parcs de loisirs poussent comme champignon après l'ondée. Accélérateur de développement des entreprises, pour la plupart de petites structures basées dans les Alpes, le Cluster entend contribuer à l'attractivité des territoires. N'est-ce pas son premier biotope ? Leurs destins sont liés. Car si 64% des entreprises ont des projets à l'international, 67% estiment que le marché français présente un potentiel de développement important. Et c'est encordés aux massifs hexagonaux qu'ils entendent répondre aux enjeux.

Encordés aux territoires

Pour le boss du Cluster, « militant de l'intelligence collective » tout le monde est premier de cordée. « Il faut qu'on sache se fédérer. On a bout de la réponse à la question que nous pose la montagne de demain mais personne ne l'a en totalité ». Pour cela il faut mieux connaître les mutations des clientèles, des plus proches aux plus lointaines. Le Cluster est associé dans un observatoire pour 3 ans. « Pour les territoires, l'adaptation aux évolutions de leurs clientèles touristiques est un des enjeux cruciaux du maintien de leur attractivité face à la concurrence d'autres écosystèmes industriels de pays fortement engagés dans les industries du tourisme de montagne comme l'Autriche, les USA ou la Suisse, mais aussi face à la montée de l'offre de pays émergents comme la Chine ou la Russie », selon Malek Bouhaoula, de l'Université Grenoble qui pilote le projet.

LA FILIERE EN CHIFFRES

- Plus d'1 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2018
- Plus de 450 entreprises (5500 salariés) en France dont 74% en Auvergne Rhône-Alpes et 11% dans la région Sud. 180 sont membres du cluster montagne (70 dans les Savoie et 50 en Isère)
- 70% de TPE et 25% de PME
- 7 expertises clés : urbanisme & architecture, aménagements hiver, aménagements été, environnement, risques naturels, gouvernance et politiques publiques, services (mise en tourisme, exploitation, assistance à l'exploitation, facilitation du parcours client).

Le Cluster montagne, soutenu par le ministère des Sports a inauguré la première plateforme digitale de valorisation des savoir-faire de la montagne. Un outil conçu pour répondre aux enjeux du tourisme de montagne, et mieux exposer les innovations et réalisations des acteurs français.

Poma en Chine et sur la plus grande roue du monde à Dubaï

L'Autriche devance depuis deux saisons la France au palmarès des destinations neige. Nos concepteurs de remontées mécaniques aussi font face à la concurrence de ce pays où le ski est roi, et la montagne recouvre la majeure partie du territoire, qui leur a damé le pion sur les marchés des sites olympiques de Pékin 2022. « On a fait mieux sur Sotchi. La Chine n'est pas un marché simple » répond Patrick Grand'Eury, même si les bureaux d'études auraient tiré leur épingle du jeu sur la reconversion des équipements. Et puis des piliers français, tel Poma sont implantés de longue date là-bas. Des fleurons qui ont étendu leur activité bien au-delà du relief, entre loisir touristique et transport urbain. Du reste l'Isérois Poma a décroché un contrat mirifique à près de 100 M€ à Dubaï, associé à Hyundai : la plus grande roue du monde aux 48 cabines climatisées qui culminera à 250 m de haut. Deux fois celle des bords de la Tamise à Londres que Poma avait déjà équipée.

